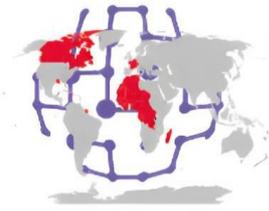


Revue **Francophone**



Faire du secteur minier un levier du développement économique et social en République Démocratique du Congo : Une analyse stratégique.

Rendering Mining sector a lever for socio-economic development in Democratic Republic of Congo : A Strategic Analysis.

Mukole KONGOLO^a

^a Enseignant Chercheur, Département d'Economie, Université Pédagogique de Kananga (UPKAN), Kananga , RDC

Les auteurs acceptent que cet article reste en libre accès en permanence selon les termes de la licence internationale Creative Commons Attribution 4.0



Resumé

L'objectif de cette étude est de faire revivre les intentions publiques de faire le secteur minier un levier du développement économique et social en République Démocratique du Congo (RDC). L'article vise à comprendre et à mettre en évidence les aspects encourageant ce secteur pour un changement future et profond, pour tous les congolais. Tout au long de cet article, nous avons examiné le profil de ce secteur à travers diverses variables, notamment économiques, sociales, culturelles, démographiques et individuelles. Basée sur les informations secondaires obtenues des différentes sources, la méthodologie utilisée dans cette étude est la combinaison des approches qualitatives et descriptives pour l'analyse des informations. Les résultats montrent que le RDC est confrontée à de nombreux défis dans un contexte de la guerre à l'Est du pays, risques, migrations forcées, male d'administration des institutions et des ressources naturelles, des crises et remises en cause de coopération internationale. En utilisant des bonnes stratégies ainsi qu'une bonne gouvernance du secteur minier, le pays pourra parvenir à réduire ses déficits pour un changement meilleur. Face à ces défis, la RDC doit faire preuve d'une résilience et avoir des dirigeants capables de s'engager à trouver des solutions pour son développement.

Mots Clefs : Secteur minier ; développement potentiel ; gouvernance ; croissance économique ; RDC.

Abstract

The aim of this paper was to revive the public intension of making the Democratic Republic of the Congo's minieral sector a lever for socio-economis development. The paper wants to understand by putting in evidence the encouraging factors of this sector for future change of the Congolese people. All along this paper, we have examined the sector's profile through different variables such as socio- economics, culturales, demographics, and individuals. Based on secondary information obtained from different sources, a combination of qualitative and descriptive research approaches to analyse the information. The results suggest that the Democratic Republic of the Congo (DRC) is a country confronted by several challenges in the context of risks, crises, reviews the question of international cooperation, poverty, conflicts, forced migrations, corruption, and ineffective administration. In the presence of these challenges, the country should be providing leadership that is committed in finding solutions for durable development, based on important development strategies. This would make the mineral sector one of the leading sector for economic growth and development.

Key words: Mining sector; development potential ; governance ; economic growth ; DRC.

1. Introduction

Avec une superficie équivalente à celle de l'Europe occidentale, la République Démocratique du Congo (RDC) est un grand pays d'Afrique subsaharienne. Elle possède des ressources naturelles exceptionnelles, notamment des gisements de minerais (cobalt, cuivre, etc.), un grand potentiel hydroélectrique, de vastes terres arables, une formidable biodiversité et la deuxième plus grande forêt tropicale du monde (Goossens, 2009). Pourtant, la plupart des habitants de RDC ne profite pas de ces richesses. Le passé colonial belge transmue vers des scènes qu'au mondeasi d'esclavage dans les mines les plus riches“. Bruyland (2021) s'est posé la question “Pourquoi ce pays potentiellement riche est-il tellement pauvre”? “Une accusation tranchante contre le pillage des matières premières du Congo, pendant que la population souffre”. Une amélioration de la gouvernance du secteur minier peu aider à une augmentation de sa contribution à la croissance économique et sociale pour un développement durable du pays (De Putter & Decrée, 2012). Une longue succession de conflits, d'instabilité, de troubles politiques et de régimes autoritaires a conduit à une crise humanitaire aussi sévère que persistante, à laquelle s'ajoutent des déplacements forcés de populations. Et la situation ne s'est guère améliorée depuis la fin des guerres du Congo en 2003 et continue à se détériorer jusqu'à ces jours (Global Witness, 2012). La RDC est l'une des cinq nations les plus pauvres du monde (Stiglitz, 2014). En 2022, environ 62 % de la population du pays, soit 60 millions de personnes vivait avec moins de 2 dollars par jour. Ainsi, on peu dire que près d'une personne sur six est en situation d'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne se trouve en RDC (Banque Mondiale, 2023). Avec son vaste territoire et ses abondantes richesses naturelles et minières, la RDC pourrait devenir une locomotive de la croissance africaine (PwC, 2023).

La RDC est confrontée à de nombreux défis dans un contexte de risques, de crises et de remise en cause de la coopération internationale. Parmi ces défis, on peut citer la pauvreté, les conflits, les épidémies, le changement climatique et les migrations forcées. Face à ces défis, la RDC doit faire preuve d'une résilience et de leadership qui s'engage à trouver des solutions durables. Pour relever ces défis, le pays doit renforcer sa position sur la scène internationale en tant que puissance émergente (Pourtier, 2018; BAD, 2018). Cela nécessite de renforcer la coopération au niveaux régionale, continentale et internationale, développer des partenariats stratégiques avec d'autres pays émergents, notamment la Russie, la Chine, l'Inde et le Brésil, ainsi que les pays de moyen Orient, afin de promouvoir une gouvernance démocratique, la paix et la sécurité du territoire national (Banque Mondiale, 2013). Il est également essentiel pour que le pays

puisse renforcer son potentiel économique en investissant dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière de transformation, les infrastructures et technologies de l'information et de communication. La promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation est également un aspect important de la croissance économique. Environ 34,5% de la population Congolaise vivait sous le seuil de pauvreté, avec moins de 2 dollar par jour pour vivre. Les inégalités économiques et sociales sont également importantes, avec un accès inégal aux services de base telle que l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement (Banque Mondiale, 2021).

La RDC connaît de profondes mutations dues à la mondialisation, un ensemble de processus qui renforcent l'intégration et l'interdépendance des lieux, des régions, des économies et des sociétés humaines venant d'autres pays africains, conditions qui ont conduit à des situations actuelles du pays (Pourtier, 2018). Dans l'ensemble de ces profondes mutations, le développement, l'amélioration des conditions de vie sociales et économiques pour répondre aux besoins de base de la population est inégal à travers le pays. Pour ce faire, les gouvernements du passé ont tout simplement fermé les yeux pour renforcer leur capacités de mieux gérer les crises et les risques. Cela implique que le gouvernement de 2019 – 2028 doit corriger cette situation enfin de renforcer les capacités des dirigeants gouvernementaux et organisations régionales à prévenir et à gérer les inégalités, épidémies, les catastrophes naturelles ainsi que les conflits qui persistent partout dans le territoire national. Il est également essentiel de renforcer la capacité et résilience des communautés locales pour investir dans l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, et en promouvant la participation à la démocratie (Azoulay, 2002). Pour plusieurs années, la RDC a connu une déliquescence sérieuse de ses institutions pendant des décennies. Pour ce faire la réforme du secteur public et gouvernance est très importante pour faire face à des nombreuses conditions imposées par des décennies des guerres et des crises politiques majeures dans le pays. Aujourd'hui, les enjeux de développement de la RDC ne peuvent donc pas être séparés de la reconstruction de ses institutions. La réforme du secteur public, la mise en place d'un système de gouvernance moderne et transparent, la promotion d'un développement socio-économique durable et d'autres encore sont autant de chantiers qui en appellent à une véritable refondation de la population de la RDC (PwC, 2023).

Le développement et l'accélération des activités extractives des ressources minières en RDC n'a jamais offer depuis plusières decencies, des perspectives de croissance ainsi que l'espoir

d'un nouveau développement aux Congolais. Tous les investissements étrangers dans le secteur minier n'étaient pas contrôlés et orientés dans le sens de promouvoir le développement économique et social du pays (Trefon, 2010). Par conséquent, c'était aux risques politiques en raison de modifications abruptes des codes miniers, ou de problèmes de géopolitique interne en leur faveur, lié à la corruption, et aux rivalités politiques violentes des droits des congolais supporter par le gouvernement central (Courmont et al, 2016). Le développement de la RDC reste totalement une affaire des Congolais eux - même. Le pays ne doit pas espérer qu'il y aura un autre pays qui pourra lui défendre en cas d'attaques par ses ennemies. Pour que la RDC puisse se développer et avoir contrôle et la paix dans tout son territoire, le pays a besoin d'une armée forte pour se défendre contre toutes les éventualités et menaces de l'extérieur, sans penser d'autres pays pour aide. L'histoire nous montre qu'il n'y a jamais aucun pays dans ce monde qui s'est développé économiquement sans des accords de coopération militaires avec des pays militairement plus puissants comme la Chine, la Russie et d'autres encore". Ca c'est la voix propre que le gouvernement actuel de la RDC peu suivre. La coopération militaire est essentielle car elle assiste à la formation d'une armée efficace. L'efficacité militaire concerne également la réalisation des objectifs politiques, la capacité des forces armées à remplir les missions qui leur sont assignées par le pouvoir politique. C'est aussi la capacité à créer de la puissance militaire à partir des ressources économiques, démographiques, technologiques et de capital humain d'un État (Ironnelle, 2008). Le but de cet article est de montrer que le temps est venu pour changer les conditions économiques et sociales des Congolais, de moins de 2 dollars par jour à 10 dollars par jour pour vivre. **Pour que cela puisse se faire**, il faut faire le secteur minier un levier de développement économique et social à l'échelle internationale (Azoulay, 2002; Bitasiumwa & Kabanga, 2023; De Putter & Decrée, 2012). Cet article est divisé en cinq sections: section 1 présente l'introduction, ensemble avec la problématique, objectif de l'article ainsi que le pays lui-même; section 2 présente la revue de littérature; section 3 présente la méthodologie; section 4 présente la conclusion, et section 5 donne la conclusion ainsi que recommandations

1.1 La problématique

La RDC est un pays riche en ressources naturelles et possède environ 70 % du cobalt mondial. En effet, la RDC est l'un des pays Africains les plus riches en ressources naturelles. Dans le sous-sol de la RDC on y trouve du cobalt, du zinc, du fer, du coltan, de la cassitérite, de l'or, du manganèse, de la bauxite, de l'étain, du diamant, du pétrole, du gaz, ainsi que

d'autres encore (Marysse et Tshimanga, 2013). Pourtant, avec toutes ses ressources, la RDC est aussi l'un des pays le plus pauvres du monde (Global Hunger Index, 2011; Diouf, 2018). Il serait alors urgent de réinvestir massivement dans des activités économiques qui demandent une force de travail importante (*labour-intensive*) et on pense naturellement à l'agriculture, dans un pays toujours gravement frappé par la malnutrition (De Putter et Decrée, 2012). Dans le Cobalt blues, le journaliste Erik Bruyland se plonge dans l'histoire postcoloniale de son pays natal, la RDC. "Le passé colonial belge transmue vers des scènes qu'au mondeasi d'esclavage dans les mines les plus riches"(Bruyland, 2021). Ainsi, il s'est posé la question "Pourquoi ce pays potentiellement riche est-il tellement pauvre"? "Une accusation tranchante contre le pillage des matières premières du Congo, pendant que la population souffre". Comme un journaliste d'investigation il a dévoilé comment des opportunistes et des spéculateurs, comme des vautours ont pu mettre main-basse sur les richesses minières du Congo. Bruyland (2021), effiloche et détricote les carrousels économiques et financiers et les manigances géopolitiques qui ont abouti à la tragédie du Cobalt blues: l'or bleu qu'engrangent des sociétés offshore, "la sueur noire n'en récoltant rien". Et tout ça pour assouvir leur appétence pour nos téléphones intelligents ou voitures électriques. Une analyse tranchante du dépérissement économique et politique de la RDC, avec en miroir le rôle et la responsabilité de l'ancien colonisateur belge (Bruyland, 2021). Le peuple congolais bénéficie très peu de ces immenses ressources naturelles qui sont pourtant exploitées depuis des décennies. Ainsi, le temps est venu pour que cette situation puisse changer.

Selon De Putter et Decrée (2012), les réserves géologiques et minières de la RDC sont très loin d'être parfaitement connues, ce qui donne régulièrement lieu à des estimations fantaisistes, car on savait que la RDC est un "scandale géologique" au regard de l'immensité de ses richesses naturelles". Mais personne n'en a pu estimer la valeur jusqu'à ce jour. En effet, dans un article publié en avril 2010 sous le titre: "The Curse of Coltan" ("La ruée vers le coltan"), ce magazine jette un véritable pavé dans la mare. "Le tabloïd évalue, pour le seul secteur minier, le potentiel de la RDC à 24 000 milliards d'USD". "Le confrère laisse entendre que cette valeur correspond au produit intérieur brut (PIB) combiné de l'Europe et des États-Unis d'Amérique (De Putter et Decrée, 2012). Les minerais comme le coltan, la cassitérite et l'or sont les minerais de la convoitise pour la RDC. La région de l'Est de la RDC est le centre de tous les conflits, puisqu'elle forme une ceinture riche en ressources minières du pays (USAID, 2005; IEP, 2019). Alors qu'au Katanga et au Kasai oriental l'exploitation du cuivre, du cobalt et diamant est

largement industrielle, dans les deux Kivus et en Ituri, les mines relèvent de l'organisation artisanale. Les trois principaux minerais qui dominent l'économie frauduleuse militarisée dans l'Est de RDC depuis bientôt une vingtaine d'années sont le coltan, la cassitérite (minerai d'oxyde d'étain) et l'or. On y trouve aussi le cobalt, les rubis et les pierres semi-précieuses, aussi les bois tropicaux, le thé, la quinine et la papaine qui constituent aussi des ressources d'appoint (Jacquemot, 2009). Le minerai qui a attiré de plus l'attention de la communauté internationale et la société civile à l'Est de la RDC dans les dix dernières années, est le coltan, connu comme « minerai de conflits ». Est une des sources de revenus des groupes armés opérant dans l'Est de la RDC. Le coltan est l'abréviation du minerai connu sous le nom de *columbo-tantalite*, minerai de « niobium [Nb, pour la columbite] et de tantale [Ta, pour la tantalite] » qui est exploité de manière artisanale, dans l'Est de la RDC (De Putter et Decrée, 2012).

Le pentoxyde de tantale est reconnu pour sa dureté et sa résistance extrême à la chaleur et à la corrosion constitue *un métal très recherché au monde*. Il est extrêmement lourd et relativement rare, qui se trouve aussi dans le sous-sol des Kivus sous forme de coltan au nom de «*colombo tantalite*». Une fois pilé en une poudre anthracite et raffiné, il est utilisé dans *l'industrie aérospatiale et l'électronique pour fabriquer les condensateurs, les supraconducteurs et les transistors, composants essentiels pour l'armement, l'aérospatial et tous les récepteurs, téléphones cellulaires, ordinateurs, magnétoscopes* (Jacquemot, 2009). **D'un côté on peu dire que la RDC a une bénédiction et de l'autre côté une malédiction d'avoir ces différentes sortes des minerais dans son sous-sol, ce qui est loin de cela** (De Putter, 2012; Diouf, 2018).

Les minerais de la RDC comme le cobalt, le cuivre, le coltan et iranium sont très essentiels pour la transition énergétique. En même temps, la RDC est un pays plus riche en biodiversité au monde, mais il est également un pays confronté à de nombreux défis en matière de développement. Le pays se classe 179^e sur 191 pays et territoires dans le monde selon l'Indice de développement humain de 2018 et en 2021 (Banque Mondiale, 2023). Une partie du défi réside dans le fait que l'histoire institutionnelle de la RDC est profondément façonnée par l'extraction des ressources, qui, historiquement, n'a pas bénéficié aux communautés locales. Cette situation, ainsi que d'autres problèmes de gouvernance, ont conduit à l'insécurité et à la pauvreté, qui créent les conditions propices aux cycles de violence (Trefon, 2010). Avec la mise en œuvre de nouveau Code Minier et de la Loi sur la sous-traitance en 2018, le plus grand enjeu pour la RDC reste la diversification de son exploitation minière. La capacité des

institutions à faire jouer au secteur minier son rôle d'accélérateur du développement est donc primordial (PwC, 2023).

1.2 Objectif

Cette étude vise à l'amélioration de la gouvernance du secteur minier d'augmenter sa productivité afin de contribuer à la croissance économique et au développement durable au pays. En se basant sur cet article, nous voulons aussi répondre aux questions suivantes:

1. Avec toutes sortes des minerais et d'autres ressources à la disposition de RDC, "Pourquoi le pays est toujours caractérisé sous développé et incapable de promouvoir son développement économique et social?
2. Comment les stratégies économiques de RDC contribuent-elles à faire de ce pays une force économique à l'échelle internationale, tout en identifiant les défis et opportunités inhérents à cette transformation ?

1.3. RDC: un pays vaste, riche en ressources, mais d'une inégalité immense et inimaginable

La RDC est un vaste situé au centre de l'Afrique. Sa superficie est d'environ 2.345.410 km² s'étendant de 5°30' de latitude nord à 13°50' de latitude sud et de 12°15' à 31°15' de longitude. Après la repartition récente du Soudan en deux pays, la RDC se présente désormais comme le 2ème plus grand pays africain au point de vue de la superficie territoriale, juste après l'Algérie. La superficie de la République Démocratique du Congo est quatre fois celle de la France, quatre-vingt fois celle de la Belgique et un quart de celle de toute l'Union Européenne. Elle elle occuperait la troisième position en Amérique Latine après le Brésil et l'Argentine (RDC, 2023). Le pays dispose d'une étroite ouverture maritime: le littoral atlantique, une bande côtière ne dépassant pas 50 km d'où s'étire l'embouchure du Fleuve Congo. La géologie de la RDC est extrêmement riche en minéraux précieux estimé à billions USD pour les gisements inexploités de minerais bruts. La RDC possède d'un important réseau hydrographique d'environ 77.810 Km², constitué du fleuve Congo des fleuves Ubangi et le Kasai, ainsi que des lacs d'environ 52% de la surface totale des réserves d'eau du continent africain. Le Fleuve Congo (le deuxième Fleuve en Afrique) représente un potentiel hydrographique très important, avec un bassin d'environ 3,75 millions de Km², 2ème position mondiale, après l'Amazone et joue un rôle économique et commercial très important. Les grands lacs de la RDC sont: lac Tanganyika, lac Edouard, lac Albert; lac Kivu, lac Mai-Ndombe, lac Tumba, et la Moero (RDC, 2023). Ecologie de la RDC est formée par le bassin du Congo qui abrite environ 70 % de la couverture végétale du continent africain et constitue une grande partie de la biodiversité de l'Afrique, avec

plus de 600 espèces d'arbres et 10 000 espèces animales, ainsi que les cinq parcs nationaux sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial. Deux saisons climatiques sont observées au pays: la saison sèche ou hivernale des tropiques et la saison des pluies ou la saison estivale des tropiques. La RDC dispose aussi d'un riche potentiel halieutique qui est estimé à 700 000 tonnes de poissons par an. Les opportunités sont considérables étant donné que la production annuelle actuelle avoisine les 100 000 tonnes, récoltées principalement par de méthodes traditionnelles de pêche (RDC, 2023).

Malgré le potentiel des richesses dont dispose le pays, la RDC est un pays très inégal avec d'énormes disparités (Diouf, 2018; Banque Mondiale, 2023). Selon notre observation, on peut dire qu'environ 90% des revenus de richesses de la RDC sont dans les mains de classe politique. Donc les salaires sont vraiment inimaginable et inacceptable. Les salaires mensuels des politiciens Congolaises sont très très élevés et inacceptables, sans compter d'autres avantages dont ils ont. En même temps les salaires mensuels des professeurs, médecins, avocats et autres fonctionnaires d'Etat sont très très inférieurs, pourtant tous nous avons les mêmes besoins, aspirations et consomons les mêmes choses. Ceci montre que le plus important groupe de gens en RDC c'est la classe politique, les 10 % de la population Congolaise qui possèdent environ 90 % de toutes les ressources du pays, lorsque les 90 % de la population totale ne possèdent que 10 % des revenus totales (Diouf, 2018; Bitasiumwa et Kabanga, 2023). Ce système de favoriser la classe politique de gouvernements passés doit prendre fin. Actuellement nous sommes dans une nouvelle dispensation, un nouveau gouvernement, un nouveau traitement des fonctionnaires au pays. A cet effet, le gouvernement doit penser à refaire une nouvelle redistribution équitable des revenus (salaires) au pays pour les différentes classes économiques, sociales et politiques dans le pays sans exception, car tout le monde travaille pour le bien être de la RDC (Bitasiumwa et Kabanga, 2023).

L'analyse de l'ampleur du phénomène de la pauvreté en RDC montre que le taux de pauvreté au niveau national est d'environ 70% de l'ensemble des ménages. La répartition spatiale de ce phénomène montre que le milieu rural enregistre un taux de pauvreté d'environ 72% contre 59% pour le milieu urbain. Tandis que la répartition par provinces montre une grande disparité avec des taux d'environ 90% (Bitasiumwa, et Kabanga, 2023). Pour toutes les provinces contre un taux de 50% pour Kinshasa. La mesure de la pauvreté par rapport aux caractéristiques démographiques et socioprofessionnelles du chef du ménage montre que ce phénomène est

accentué particulièrement parmi les ménages de larges tailles (BAD, 2010). Les analyses des données quantitatives et qualitatives, macro et microéconomiques, socio-démographiques et géo- spatiales, révèlent les inégalités les plus importantes en RDC. L'indice de GINI a évolué dans "la fourchette de 42 % et 51% entre 1980 et 2020". Les 10% des ménages les plus riches (la classe politiques) ont en moyenne 11 fois plus de revenus que des ménages les autres ménages plus pauvres. Les déterminants de ces inégalités sont d'ordre politique, économique, socio-démographique et géographique. En l'absence d'un véritable système de redistribution, les inégalités des revenus ne feront que s'aggraver dans l'avenir si des politiques appropriées ne sont pas mises en œuvre. Pour cela, la seule stratégie de lutter contre les inégalités, c'est la "redistribution des revenus", qui est un outil nécessaire pour la réduction de l'existence de ces déterminant des inégalités au pays (Bitasiumwa et Kabanga, 2023).

2. Review de littérature

2.1 Activité économique en RDC

L'activité économique en RDC est restée soutenue en 2022 avec un taux de croissance estimé à 8,5 % contre 6,2 % en 2021. Cette performance s'explique par le dynamisme de l'industrie extractive (+20,8 %) et la relance du secteur non extractif (+3,2 %) tirée par les services, malgré la détérioration de la situation sécuritaire dans l'Est du pays. Au niveau de la demande, cette croissance économique est portée par des exportations (+23,8 %) et investissements (+18,6 %) soutenus, réalisés dans un contexte marqué par la crise énergétique mondiale (BAD, 2023). Selon une firme de recherche et filiale de Fitch Group, la RDC devrait être, le marché minier à plus fort taux de croissance au monde. «Nous prévoyons que l'industrie minière de la RDC enregistre un taux de croissance moyen de 17,7% en 2018, surperformant les autres marchés miniers comparables.», a déclaré la firme. Elle pense que cette croissance sera portée par une hausse des prix des matières premières, ainsi que la réouverture de la mine de cuivre et cobalt de Katanga de Glencore qui devrait améliorer la production minière nationale (Agence Ecofin, 2028).

En ce qui concerne le classement mondial des pays en fonction de leur production des richesses en 2017, la RDC PIB/ha de USD466 est classée parmi les 10 Pays Africains les plus pauvres du monde (Bitasiumwa et Kabanga, 2023). Ensuite, le pays est classé 179ème sur 189 Pays du monde, et aucuppe 43ème position sur 53 pays Africains. Son indice du développement humain (IDH) en 2028 est de 0,435, en dessous de la moyenne de 0,508 des pays les moins avancés du monde (Nations Unies, 2023). L'analyse de la pauvreté en République Démocratique du Congo

révèle que le taux de pauvreté au niveau national, est d'environ 70% de l'ensemble des ménages (Bitasiumwa et Kabanga, 2023).

2.2 La production de ce metal en RDC

La production de ce metal en RDC est de l'ordre de 1500 à 1800 tonnes, représentant environ 15 % du total mondial, assez loin derrière l'Australie et le Brésil. Si ces deux pays exportent davantage, l'enjeu géostratégique accorde une place particulière à la RDC dont les réserves en minerai de tantale sont estimées à 450 000 tonnes, soit 80 % des réserves mondiales. Le colombo-tantalite du Nord-Kivu et du Sud-Kivu est reconnu comme possédant une radioactivité élevée; sa concentration pourrait fournir des matières fissiles susceptibles de remplacer l'uranium dans certaines applications (Jacquemot, 2009). L'adoption du nouveau code minier, la réforme des institutions et la relance de l'agriculture constituent les principaux objectifs pour le changement de l'indépendance économique en RDC pour les prochaines années. Avec ses 80 millions d'hectares de terres arables, le pays est le deuxième pays de la planète au classement des terres cultivables. Premier producteur mondial de Cobalt, la RDC offre aussi des perspectives sérieuses en matière de biodiversité et de développement des réseaux hydrauliques. Représentant un quart de la population d'Afrique francophone, le pays reste le plus grand de toute la sous-région, avec une population d'environ 100 millions d'habitants et d'un PIB de près de 44 milliards de dollars US, en 2017 (PwC, 2023).

3. Méthodologie

La méthode de recherche scientifique est un processus qui permet d'obtenir des connaissances et des informations fiables, grâce à de nombreuses étapes qui permettent d'amasser et **vérifier ces connaissances et informations**. Elle regroupe **différentes approches et techniques** qui sont choisies en fonction de la problématique ou du domaine d'étude. En ce qui concerne notre problématique la recherche qualitative et la recherche descriptive sont utilisées. La recherche qualitative se base sur la **compréhension des individus** pour trouver une explication à une hypothèse de départ (Friedrich-Ebert-Stiftung, 2016). Les données recueillies ne sont pas numériques, mais plutôt des significations, motivations, apprentissages, expériences, ou autres expressions en lien avec la question de recherche. Lors d'une étude qualitative, les données sont amassées par des entretiens, des discussions de groupes ou l'analyse de documents. La recherche descriptive est une approche qui utilise les mots pour décrire des populations ou comportements tels qu'ils se produisent. La **collecte de données** est objective et systématique,

sans variables indépendantes. La recherche descriptive fait référence aux méthodes qui décrivent les caractéristiques des variables étudiées. Cette méthodologie se concentre sur la réponse aux questions relatives au « quoi » plutôt qu'au « pourquoi » du sujet de recherche. L'objectif principal de la recherche descriptive est simplement de décrire la nature des données démographiques étudiées au lieu de se concentrer sur le « pourquoi ». La recherche descriptive est aussi appelée méthode de recherche observationnelle, car aucune des variables de l'étude n'est influencée au cours du processus de recherche (Friedrich-Ebert-Stiftung, 2016).

Lorsqu'on mène une étude, le chercheur essaie d'une manière générale de trouver une explication à l'existence d'un phénomène. Il veut comprendre « pourquoi » le phénomène s'est produit. Cependant, avant de pouvoir identifier pourquoi un phénomène s'est produit, il est essentiel de répondre d'abord à d'autres questions. Le chercheur doit avoir des réponses au « quoi », « quand », « comment » et « où » avant de pouvoir comprendre le « pourquoi ». C'est là qu'intervient la recherche descriptive. La recherche descriptive implique l'utilisation d'une gamme de méthodes de recherche qualitatives et quantitatives pour recueillir des données qui aident à décrire avec précision un problème de recherche. Faire une recherche documentaire: La recherche documentaire est une étape cruciale pour recueillir des informations fiables et pertinentes sur le sujet. Sélectionner les sources pertinentes: Une fois que vous avez rassemblé une liste de sources potentielles, il est important de les évaluer pour déterminer leur pertinence et leur fiabilité. Analyse du sujet: il est important de comprendre les enjeux du développement économique du pays en identifiant les principaux défis et les opportunités, ainsi que les acteurs clés impliqués (Friedrich-Ebert-Stiftung, 2016). La méthodologie adoptée dans cette étude combine l'approche qualitative et l'approche descriptive dans l'analyse des informations obtenues, utilisant des sources variées telles que des rapports, des études académiques et des articles de presse, afin de fournir une compréhension approfondie des stratégies économiques de la RDC et de leurs impacts sur la position nationale et Africaine.

4. Resultats

Un changement favorable du secteur minier pourra se faire avec la mise en œuvre de nouveau Code Minier en se basant sur la Loi sur la sous-traitance de 2018. Ainsi, le plus grand enjeu pour la RDC restera la diversification de son exploitation minière. La capacité des institutions à faire jouer au secteur minier et son rôle d'accélérateur du développement sera donc primordiale. C'est pourquoi, les nouvelles réglementations auront assurément un impact sur l'avenir de l'industrie et de ses opérateurs qui contribuent déjà 25% au PIB du pays. Etant donnée la

surabondance de ses ressources, le secteur minier serai donc un moteur de la croissance de la RDC (PwC, 2023). Une bonne stratégie du développement est celle qui conduit à un changement profond dans les conditions économiques, sociales et politiques du pays pour le bien être de la population en général (Diouf, 2018; Banque Mondiale, 2023; BAD, 2023). Les resultats montrent qu’il existe certainement plusieurs facteurs favorables à un accroissement futur de la RDC, à cause de son potentiel minier. Le premier facteur est le pays a une forte demande mondiale pour ses ressources minérales en général ainsi que ses métaux en particulier. Celui-ci est un facteur très important des tous les facteurs (De Putter & Decrée, 2012).

Table 1: Points forts, points faibles, les opportunités et les consequences de la RDC

<p>Les points forts</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Ressources minérales abondantes et capital humain. 2. Potentiel en energy hydrolique qui peut stimuler plusieurs services. 3. Position géographique avec les pays voisins pour integration régionale . 4. Agro-pastoral, forets, et potentiel en hydrolique avec avantage de transport. 5. Signature de pact de stabilité entre le gouvernement et la banque centrale du Congo. 6. Participation internationale et coopération régionale au règlement des conflits dans la région des Grands Lacs. 	<p>Les points faibles</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Situation humanitaire et sécuritaire précaire à l’Est du pays. 2. Forte dépendance aux prix des matières premières. 3. Faiblesse des secteurs économique, finance publique, gouvernance qui permet la corruption. 4. Insufusance et inadéquate financement des secteurs privés 5. Fragilité des institutions politiques du pays 6. Chomage des jeunes et la population pauvre 7. Deficite en infrastructure d’énergie, de transport, l’eau et sanitation. 8. Mauvais climat d’investissement de secteurs privés.
<p>Les opportunités</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Bonne performance de marchet des minerais principaux. 2. Nouvelle entrée dans la production et exploitation des minerais par la mine Kamoakakula 3. L’offre d’opportunités des instruments de financement d’intégration régionale. 4. Protection potentielle d’environnement . 	<p>Les Consequences</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Instabilité politique dans les pays voisins. 2. Relentissement économique dans le mode ou dans les économies parternaires comme la Chine. 3. Grande reduction dans les prix des exportations des minerais comme cuive, cobalts et autres 4. Dollarisation de l’économie de la RDC 5. Risques des disastres et impacts des shoques climatiques

Source: Compilation de l’auteur (2024)

Table 1 donne le resumé des points forts, les points faibles, les opportunités et les consequences de la RDC. Dans cet article, nous associons les points forts comme les points qui représentent la force et la puissance de la RDC. Ce sont des points qui montrent la force de frappe de son

développent. Par contre, les points faibles sont en quelques sortes des points qui montrent l'inefficacité volontaire qui conduisent aux profits individuels des autorités en charge. Ces sont des points qui décrivent la non existence masquée d'autorité inconsciente d'agir contre la situation. La décision doit être prise pour changer cette situation involontaire causée par manque de conscience des dirigeants avec intention de profiter personnellement. Rendre tous les points faibles aux points forts aidera le pays à se développer et à devenir un pays d'espoir pour tous les Congolais. Les opportunités sont des points importants pour les investissements futurs du pays. Ces sont des points capitaux qui peuvent conduire le pays à augmenter les possibilités de développement qui rendra le pays économiquement et socialement fort. Tandis que les conséquences sont les points qui peuvent être change selon la politique nationale et départementale au profit du pays. Tableau 2 présente le projet de plan du développement stratégique des minerais en RDC.

4. Discussion

4.1 Stratégies de développement

Pour assurer le bon progrès du pays au développement économique et social, la RDC doit s'engager à réformer les secteurs publics, la gouvernance ainsi que les principaux enjeux sectoriels du pays. Ces principaux enjeux ont été gravement frappés pendant des décennies par la mauvaise administration, la corruption, la guerre, la crise politique majeure et le nepotisme que le pays a connu pendant des années de déliquescence de ses institutions. Les enjeux de développement du pays ne peuvent donc pas être séparés de la reconstruction de ses institutions (Trefon, 2010). La réforme du secteur public, la mise en place d'un système de gouvernance moderne et transparent, la promotion de développement socio-économique durable, d'autant que de chantiers qui en appellent à une véritable refondation publique de la RDC est nécessaire (PwC, 2023). Ce genre de réforme est importante pour améliorer le climat nécessaire des affaires, qui s'articule idéalement autour des axes suivants:

- (1) la consolidation des institutions démocratiques et de la participation citoyenne;
- (2) redistribution équitable des revenus selon qualifications et fonctions sans distinction (réduire la disparité des salaires de la classe politique et augmenter les salaires d'autres fonctionnaires d'état);
- (3) améliorer la performance de l'administration, des entreprises et des institutions publiques;

- (4) instaurer une plus grande transparence et être très sévère dans la gestion des biens publics;
- (5) consolider et renforcer la paix et la garantie de la sécurité des biens et des personnes.
- (6) renforcer le lien entre les projets d'infrastructures et les zones de production agricole compte tenu de l'importance accordée à la diversification du secteur productif.
- (7) renforcer les connaissances dans la zone d'intervention de la Banque (région centrale) en raison des changements en cours (présence de groupes rebelles et conflits intercommunautaires).
- (8) assurer un suivi plus étroit des réformes dans les secteurs productifs par être attentif à la durabilité des investissements réalisés.
- (9) principalement envisage l'augmentation de la productivité de minerais, de l'agriculture, d'infrastructure et viser au développement des moyens de transformation des produits sur place dans le pays.

Tout plan national stratégique pour le développement doit capitaliser sur les ressources naturelles avec ambition d'augmenter le PIB par habitant à 1100 USD au plus (Trefon, 2011; PwC, 2023; BAD, 2023).

La relance de l'agriculture doit se faire par l'augmentation de la productivité agricole essentiellement tournée vers l'exportation, pour permettre le pays d'avoir plus de 70 % des actifs, afin de contribuer environ plus de 25% du PIB. Les trois (3) sous-industries clés pour le développement du secteur agricole, notamment: (i) la transformation de l'agriculture afin d'accroître sa productivité et son rendement ; (ii) le développement des parcs agroindustriels et centres de développement intégré pour attirer les capitaux dans le secteur agricole et (iii) le développement industriel pour la transformation locale des produits agricoles afin de créer plus de valeur ajoutée peuvent être concrétisés comme prévu dans le Plan National Stratégique de Développement (PwC, 2023). A ceci s'ajoute le café, le bois et le caoutchouc qui représentent la production essentielle du pays, avec d'autres filières stratégiques pour soutenir le cadre de sa relance agro-industrielle, notamment:

- (a) les filières industrialisées (cacao, thé, café, quinquina, hévéa, sucre, huile de palme, bovin, porcin, aviculture),
- (b) les filières avec un fort potentiel de développement industriel (maïs, manioc, riz, soja),
et
- (c) les filières d'importance socio-économique pour les communautés (pêche, pisciculture).

Tableau 2. Projet de plan de développement stratégique des minerais

Année	2024 – 2026	2027 – 2028
1. But	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'exploitation et le développement des minerais. • Comprendre le potentiel des ressources de métaux non précieux • Promouvoir l'exploration et le développement des métaux de base. • Cibles : Augmenter le PIB a 25% en 2026 (dont 15% de minerai ferreux) 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'exploration et le développement des métaux de base. • Promouvoir l'exploration et le développement des métaux rares. • Comprendre le potentiel des ressources de métaux rares.
2. Cibles d'exportation	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir les levés de terrain de l'OMRG pour l'or et le cuivre. • Promouvoir le système régional et national de recherche en minerais. • Avoir un système de levé de terrains de vastes étendues. • Supporter des études pour tous les minerais et des métaux rares. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un livre d'évaluation des ressources • Construction d'un modèle de gisement. • Politique volontaire pour le développement mines souterraines.
3. Introduire investissements étrangers	<ul style="list-style-type: none"> • Publier un bulletin/périodique des minerais. • Créer un bureau pour la promotion de l'investissement, et formation du personnel. • Tenir séminaires d'investissements. • Formuler la politique pour améliorer l'introduction de capitaux étrangers. • Introduire investissements étrangers sur mines souterraines. 	<ul style="list-style-type: none"> • Garantie gouvernementale en faveur du développement. • Politique volontaire pour développer mines souterraines. • Renforcer l'unité de promotion ou agence.
4. Renforcer les capacités des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> • Système d'invitation d'experts. • Système de formation à l'étranger. • Introduction de la langue Anglaise. • Crée la faculté des mines à l'université et centre centre d'enseignements techniques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un centre technique minier. • Renforcer l'enseignement des ressources économiques et naturelles. • Gestion indépendante d'un centre d'enseignement technique minier. • Contrôle qualité d'enseignement.
5. Développement d'infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir un plan de réalisation des infrastructures • Développement des ressources en eau dans les zones minières prometteuses 	<ul style="list-style-type: none"> • Systématiser l'utilisation des ressources en eau. • Mise en place de supports de l'infrastructure (route, eau, électricité).

	<ul style="list-style-type: none"> • Formuler et réaliser le plan de construction du port (ou wharf) pour les ressources minières. 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction / améliorer le chemin de fer et construire des routes.
6. Protection de l'Environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre juridique pour la gestion environnementale • Plan de gestion de l'environnement minier (étude de base). • Création d'un centre de contrôle 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de normes environnementales • Formuler des directives pour la sécurité minière et l'environnement

Source: Formulation d'auteur (2024).

5. Conclusion et implications politiques

5.1 Conclusion

Avec une superficie équivalente à celle de l'Europe occidentale, la République Démocratique du Congo (RDC) est un grand pays d'Afrique subsaharienne (Banque Mondiale, 2023). Le potentiel minier de la RDC date de longtemps et des estimations montrent que le pays disposerait de ressources quasiment illimitées (De Putter & Decrée, 2012). Le pays possède des ressources naturelles exceptionnelles, notamment des gisements de minerais (cobalt, cuivre, etc.), un grand potentiel hydroélectrique, de vastes terres arables, une formidable biodiversité et deuxième plus grande forêt tropicale du monde (Goossens, 2009). Pourtant, malgré ce potentiel minier, la population congolaise ne profite pas de ces richesses et continue de faire face à des immenses inégalités (Goossens, 2009 ; Diouf, 2018 ; Banque Mondiale, 2023 ; Bitasiumwa & Kabanga, 2023). Ainsi donc, étant donnée les intensités et les grandeurs de ces immenses inégalités, une nouvelle redistribution des revenus (salaires/ressources matérielles) sera un moyen de réduire les inégalités existantes (Azoulay, 2002; Global Hunger Index, 2011; Stiglitz, 2014; Banque Mondiale, 2021;. Bitasiumwa & Kabanga, 2023).

Une amélioration de la gouvernance du secteur minier peut aider à une augmentation de sa contribution à la croissance économique et sociale pour un développement durable du pays (De Putter & Decrée, 2012). Le pays a connu de profondes mutations dues à la mondialisation, un ensemble de processus qui renforcent l'intégration et l'interdépendance des lieux, ces conditions ont conduit à des situations difficiles qui confrontent le pays actuellement. Dans l'ensemble de ces profondes mutations, l'amélioration des conditions de vie sociales et économiques pour répondre aux besoins de base de la population est inégal à travers le pays (Pourtier, 2018). Pour plusieurs années, la RDC a connu une déliquescence sérieuse de ses institutions pendant des décennies. Pour ce faire la réforme du secteur public, organisation et une bonne gouvernance sont très importantes pour faire face à des nombreuses conditions imposées par des décennies de guerres et des crises politiques majeures dans le pays. Les enjeux de développement de la

RDC ne peuvent donc pas être séparés de la reconstruction de ses institutions (BAD, 2023a). La réforme du secteur public, la mise en place d'un système de gouvernance moderne et transparent, la promotion d'un développement économique et social durable, basés sur des bonnes stratégies sont autant de chantiers qui en appellent à une véritable endurance de la RDC (PwC, 2023).

Le développement de la RDC reste totalement une affaire des Congolais eux - même. Le pays ne doit pas espérer qu'il y aura un autre pays qui pourra lui défendre en cas d'attaques par ses ennemies. Pour que la RDC puisse se développer et avoir contrôle et la paix dans tout son territoire, le pays a besoin d'une armée forte pour se défendre contre toutes les éventualités et menaces de l'extérieur, sans penser d'autres pays pour aide. Selon les paroles d'actuel Président du Gabon, "il n'y a jamais eu aucun pays dans ce monde qui s'est développé économiquement et socialement sans accords de coopération militaires avec les pays militairement plus puissants comme la Chine, la Russie, La Turquie, l'Inde, le Brésil et d'autres encore". Ca c'est la voix propre que le gouvernement actuel de la RDC peu suivre afin de promouvoir le développement de la RDC.

5.2 Implications politiques du secteur minier en RDC

L'analyse des politiques et législations minières montre que la RDC a commencé à comprendre l'intérêt du seteur miner pour le développement durable du pays. De nombreux pays Africains considèrent actuellement les mines comme un possible moteur de leur développement économique.

Cette vision envisage une approche nationale du développement du pays par la valorisation de ses ressources minérales, à travers la poursuite d'un objectif général qui est la transformation du capital naturel en capital humain, industriel et technologique.

Les mesures non monétaires pour évaluer les retombées de ce secteur sur la gouvernance et le développement révèlent que la conversion de la croissance macro-économique générée par le secteur minier en levier de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la gouvernance demeure relativement limitée.

Plus la gouvernance manière du pays est bonne, **plus sa population a de chance de bénéficier de retombées minières substantielles en termes de développement social, économique et environnemental.**

Pour une croissance à long terme et développement durable - Un secteur minier important peut jouer un rôle essentiel pour le développement durable d'un pays, premièrement en étant un moteur de la croissance, à travers la création d'entreprises et d'activités industrielles secondaires.

Références

Agence Ecofin (2018). La RDC sera le marché minier à plus forte croissance au monde, en 2018 (BMI Research). <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/0102-53978-la-rdc>

Azoulay, G. (2002), Les théories du développement. Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités, Edition Didact économie, Presses universitaires de Rennes.
<https://www.pur-editions.fr/product/4349/les-theories-du-developpement>

BAD. (2018). Rapport L'infrastructure en Afrique: les besoins, les défis et les solutions". La Banque Africaine du Développement. <https://www.afdb.org>.

BAD. (2023a). Perspectives économiques en République Démocratique du Congo. Banque Africaine de Développement. <https://www.afdb.org/fr/pays-afrique-centrale>

BAD (2023b). RDC - Stratégie d'intervention de la Banque Africain de Développement. <https://www.afdb.org/fr/pays-afrique-centrale>

Banque Mondiale. (2021). Le rapport "Pauvreté et prospérité partagée: Revue de la pandémie". <https://donnees.banquemondiale.org>

Banque Mondiale. (2023). Le République démocratique du Congo - Vue d'ensemble <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview#>

Bitasiumwa, B.C. et Kabanga, M.D. (2023). Inégalités économiques et Redistribution des revenus: approche idoine pour la République Démocratique du Congo, Revue Française d'Economie et de Gestion, 4(5), pp: 338 – 365

Bruyland, E. (2021). Cobalt blues: La sape d'un géant Congo 1960-2020 Broché – Grand livre, 13 juillet 2021, 4,4 4,4 sur 5 étoiles_ 10 évaluations [Afficher tous les formats et éditions](https://www.google.com/search?q=Erik+Bruyland%2C+journaliste+et+auteur)
<https://www.google.com/search?q=Erik+Bruyland%2C+journaliste+et+auteur>

Courmont, B., Mottet, E, et Lasserre, F. (2016). Mines en Asie du Sud-Est : une géopolitique des ressources sans conflits ? La revue geopolitique; Geopolitique de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, PUF. 30 cartes. <https://www.researchgate.net/publication/305848456>

De Putter, T. (2012). Considérations et perspectives sur la question de l'exploitation illégale des ressources minérales dans la Région des Grands Lacs et sur le Dodd-Frank Act américain. In S. Marysse & J. Omasombo (éd.), *Conjonctures congolaises. Chroniques et analyses de la RDC en 2011*. Tervuren-Paris : MRAC-L'Harmattan, coll. « Cahiers africains » n° 80, pp. 61-74.

De Putter, T. & Decrée, S. (2012). Le potentiel minier de la République Démocratique du Congo, Mythes et Composites d'une dynamique minière. *Conjoncture Congolais, Chroniques et Analyses de la RDC*, pp 47-62.

Diouf, A. (2018). RDC, Plaidoyer pour une meilleure gestion des ressources naturelles. *La Tribune Afrique*. <https://afrique.latribune.fr/think-tank/tribunes/2018-12-26/rdc>

ENCA. (2011). Uranium mining in the DR Congo: a radiant business for European nuclear companies?. Berlin, 28 p. Ecumenical Network Central Africa. http://www.oenz.de/fileadmin/users/oenz/PDF/Studie/Uranium_Mining_in_the_DRC_OENZ_June_2011.pdf

Fahmi, A. & Echaoui, A (2024). La Santé et l'économie: Perspective des Théorie Economiques et Intégration de l'Economie de la santé. *Revue Française d'Economie et de Gestion*,5 (4), 413–433.

Friedrich-Ebert-Stiftung. (2016). Méthodologie de la recherche scientifique pour les organisations de la société civile. Réponses pratiques à des questions essentielles. Version originale, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/algerien/17874.pdf>

Global Hunger Index. (2011). The challenge of hunger: taming price spikes and excessive food price volatility. Bonn-Washington D. C.-Dublin: IFPRI, 60 p. <http://www.ifpri.org/publication/2011-global-hunger-index>

Global Witness. (2012). Coming Clean – How Supply Chain Controls Can Stop Congo's Mineral Trade Fuelling Conflict. Londres: Global Witness, 35 p. Accessible en ligne: http://www.globalwitness.org/sites/default/files/Coming_clean.pdf

Goossens, P.J. (2009). Mineral potential of the Democratic Republic of Congo: a geologic scandal?. *Society of Economic Geologists Newsletter* 77: 1; 13-16.

IEP. (2019). Le coût économique de la violence en Afrique. Institut pour l'économie et la paix. <https://visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2019/06/Economic-Cost-of-Violence-in-Africa-FR.pdf>

Irondele, B. (2008). Démocratie, relations civilo-militaires et efficacité militaire. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 15,117-131

Jacquemot, P. (2009). Ressources minérales, armes et violences dans les Kivus (RDC). *Hérodote* 2009/3 (no 134), pages 38-62

Marysse, S. & Tshimanga, C. 2013. La renaissance spectaculaire du secteur minier en RDC: où va la rente minière ? » In S. Marysse & J. Omasombo Tshonda (éd.), *Conjonctures congolaises*. Tervuren-Paris: MRAC-L'Harmattan (coll. « Cahiers africains » n° 82).

Nations Unies. (2023). Conférence sur le commerce et le développement, Rapport sur le développement économique en Afrique « Les chaînes d'approvisionnement mondiales à forte intensité technologique : le potentiel de l'Afrique ».

Pourtier, R. (2018). La République Démocratique du Congo face au défi démographique, Notes de l'Ifri. Programme des Nations Unies, Rapport sur le développement humain 2019

PwC. (2023). Avec sa position centrale, son vaste territoire, et ses abondantes richesses naturelles et minières, la RDC pourrait devenir une locomotive de la croissance. PwC Afrique Francophone Subsaharienne. <https://afrique.pwc.com> › republiq...

RDC. (2019). Plan Nationale pour la promotion des investissements. **Ressources naturelles et profil géographique**, Ministère du Plan. <https://www.investindrc.cd/fr/Ressources-naturelles-et-profil-geographique>

Rioux, R. (2017). L'Afrique a repris sa place dans le monde et dessine désormais sa propre voie vers l'émergence, Dans *Annales des Mines - Réalités industrielles*, Aout 2019, page 3

Stiglitz, J.E. (2014). *Le prix de l'inégalité*, Paris, Collection Babel, 512 pages. <https://www.eyrolles.com/Litterature/Livre/le-prix-de-l-inegalite-9782330027384/>

Trefon, T. (2010). Administrative obstacles to reform in the Democratic Republic of Congo. *International Review of Administrative Sciences* 76: 702-722.

Trefon, T. (2011). *Congo Masquerade: The Political Culture of Aid Inefficiency and Reform Failure*. Londres-New York: Zed (coll. « African Arguments »), 153 p.

UNEP. (2022). Les ressources minérales de la RDC peuvent-elles ouvrir la voie à la paix? United Nations Environmental Programme. <https://www.unep.org/fr/actualites-et-recits/recitaix>

USAID. (2005). *Minerals and Conflict: a toolkit for intervention*. Washington: US Agency for International Development, 29 p. http://transition.usaid.gov/our_work/cross-cuttingprograms/conflict/publications/docs/CMM_Minerals_and_Conflict_Toolkit_April_2005.pdf